Barrage de Busanga : Des villageois expulsés attendent toujours réparation

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

Le réseau Mwangaza, collectif d'organisations de la société civile dans le secteur de l'énergie, monte au créneau. À 10 mois de l'inauguration de la centrale hydroélectrique de Busanga, dans le sud de la région du Katanga, plus de mille personnes, ayant été expropriées de leurs habitations par la société chinoise Sicohydro, attendent toujours d'être indemnisées. Depuis une année, les habitants des trois villages riverains de la centrale hydroélectrique de Busanga sont sans abris. Leurs maisons ont été détruites au profit du barrage et leurs champs inondés par les eaux de retenue. Machozi Alphonsine, habitante d'un placé, témoigne des conditions de vie depuis un an : "Nos villages ont été détruits par ceux qui construisent le barrage. Nous nous sommes réfugiés ici en brousse. Nous y avons construit des huttes. Malheureusement, nous sommes doublement victime parce que d'habitude nous subissons des inondations. Où pouvons-nous aller ?" Les revendications de ces communautés ne sont entendues ni par l'État congolais ni par la société Sicohydro, initiateurs du projet. Les travaux du barrage touchent bientôt leur fin mais les organisations de la société civile qui accompagnent les victimes sont fermes et exigent le règlement du litige. "Il n'y aura pas d'inauguration sans indemnisation de ces communautés", prévient Me Freddy Kasongo, membre du réseau Mwangaza. Pour l'heure, les multiples missions menées par le gouvernement provincial du Lualaba pour évaluer les indemnités des victimes n'ont donné aucun résultat.

Denise Maheho, Radio France Internationale - Afrique